

## GUINEE (CONAKRY) : FICHE PAYS – NOVEMBRE 2023

Catégorie OCDE (2023) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : -

Change : franc guinéen / Régime de change flottant dirigé

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -13% à horizon 2030



### FORCES

- Importantes réserves de minerais (bauxite, or, diamants...)
- Potentiel hydroélectrique
- Dette publique et extérieure modérée

### FAIBLESSES

- Forte dépendance au secteur minier
- Déficit courant très élevé
- Tensions politiques et sociales

## SYNTHÈSE :

Évolution des risques : amélioration.

### Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance guinéenne devrait rester soutenue en 2023 (près de 6%) et 2024 (+5,6%), tirée par la production minière et la réalisation de projets d'infrastructure (transports). Outre les incertitudes liées à la situation internationale (conflit en Ukraine, ralentissement de la demande mondiale, conditions de financement...), la situation politique et sociale constitue une source d'aléas sur les prévisions économiques du pays.
- Vulnérabilité des comptes publics : le déficit budgétaire devrait se creuser en 2023 avec la hausse des dépenses d'investissement et les subventions (énergie). Il resterait toutefois modéré (de l'ordre de -2,5% du PIB) et devrait se stabiliser en 2024. La dette publique (33% du PIB en 2022), reste l'un des ratios les plus faibles au sein de la CEDEAO\* et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (57%). La dette domestique est toutefois source de vulnérabilités.
- Vulnérabilité extérieure : la Guinée est très dépendante des exportations de produits miniers (or, aluminium) et devrait continuer à bénéficier en 2023 du niveau élevé des cours. Leur évolution devrait toutefois être moins favorable qu'en 2022 et la baisse de la demande liée au ralentissement économique en Chine pourrait peser sur les volumes en 2024. Les importants besoins de biens et services ainsi que le prix de l'énergie importée devraient maintenir le déficit courant autour de -8% -9% du PIB. L'endettement extérieur (de l'ordre de 25% du PIB) est peu élevé et sa structure (majoritairement concessionnelle) est favorable. Le niveau des réserves de change couvre à peine 3 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur a bien résisté à la crise en raison des mesures de soutien de la Banque centrale. La concentration des crédits au secteur privé sur le tertiaire (commerce/ restauration) est source de vulnérabilité. Les prêts non performants sont en hausse mais le niveau de capitalisation reste satisfaisant.

### Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : En 2021, le Président A. Condé, réélu pour un troisième mandat en 2020 à l'issue d'une élection contestée, a été renversé par un coup d'Etat dirigé par M. Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Président de la transition a, sous pression de la CEDEAO, limité la durée pendant laquelle il doit rester au pouvoir à deux ans comptés de janvier 2023. Le non-respect de cet engagement pourrait conduire la CEDEAO à imposer des sanctions économiques et accentuerait les tensions sociales.
- Climat des affaires : la Guinée est moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali notamment). La faiblesse du cadre juridique et les lourdeurs administratives ainsi que la corruption continuent à peser sur le climat des affaires.

### Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : la Guinée est très vulnérable aux changements climatiques (159<sup>ème</sup> sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse. Ses émissions de GES, provenant pour l'essentiel de la production d'énergie, restent relativement faibles (52<sup>ème</sup> sur 158 pays) et leur progression tend à ralentir (+ 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018 contre +4,4%/an au cours des quatre années précédentes). Le nouveau gouvernement s'est exprimé en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique sous exploité.

\* Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

## STRUCTURE DES ÉCHANGES

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Or	45,8%	Pétrole	29,0%
Minerais (bauxite)	44,8%	Véhicules	6,0%
Fruits	1,3%	riz	4,0%
		Médicaments	4,0%

Source: INS Guinée

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Inde	25,9%	Chine	18,3%
E.A.U.	15,1%	Inde	11,1%
Chine	13,0%	Pays-Bas	8,2%
Ghana	6,7%	Belgique	7,5%
France (10 <sup>ème</sup> )	1,5%	France (7 <sup>ème</sup> )	5,3%

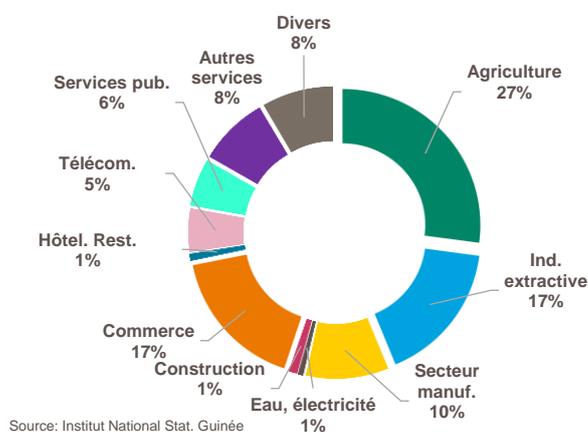
Source: FMI, DOT

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUINEE	2018	2019	2020	2021	2022(e)	2023(p)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	12	13	14	16	20	23	25
<i>Rang PIB mondiale</i>	139	133	127	125	117	113	112
Population (Mns)*	13,3	13,6	14,0	14,3	14,7	15,0	15,4
<i>Rang Population mondiale</i>	73	73	73	71	71	71	70
PIB / habitant (USD)	892	986	1 009	1 106	1 384	1 543	1 643
Croissance PIB (%)	6,4	5,6	4,7	5,0	4,3	5,9	5,6
Inflation (moyenne annuelle, %)	9,8	9,5	10,6	12,6	10,5	8,3	7,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)**	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB)	39,3	38,6	47,8	41,5	33,1	31,6	31,5
Solde public (% PIB)	-1,1	-0,3	-3,1	-1,8	-0,7	-2,3	-2,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	5,5	3,4	5,0	4,4	6,9	6,9	4,1
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	-18,5%	-15,5%	-16,2%	-2,1%	-8,2%	-8,9%	-8,8%
IDE (% du PIB)	15,4%	14,5%	9,6%	10,5%	10,4%	9,3%	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	3,2	3,6	3,6	2,6	2,6	2,4	2,2
Dette extérieure totale (% PIB)**	22%	22%	29%	29%	26%	26%	28%
Dette extérieure CT (% PIB)**	1,2%	1,4%	1,1%	1,4%	NA	NA	NA
Taux de change	9 011	9 184	9 565	9 804	8 783	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés	15,2	15,4	14,0	18,5	16,5	NA	NA
Taux de NPL	11,6	9,9	9,4	9,2	10,9	NA	NA
ROE	16,1	20,5	25,2	24,7	17,7	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	187	184	185	185	188	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	153	152	156	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	140	152	151	159	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO 10/2023, rapport pays Janv. 2023);\*Banque Mondiale;\*\*Oxford Economics  
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

### Guinée : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2021)





## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **L'industrie minière, secteur clé de l'économie**

La Guinée possède les **premières réserves mondiales de bauxite** (7,4 Mds t. environ le quart du total), minéral utilisé pour la fabrication d'aluminium. Elle est devenue en 2019 le deuxième producteur mondial derrière l'Australie (devant la Chine). Depuis 2022, le développement de **la transformation locale de bauxite est une priorité** affichée par le gouvernement de transition. Début 2023, une seule usine était opérationnelle. La transformation locale nécessite d'importantes dépenses en énergie, une formation du personnel et surtout des financements que le pays peine à lever.

**Le pays est également un important producteur d'or et de minerais de fer.** L'exploitation du gisement de Simandou devrait permettre à la Guinée d'augmenter fortement les volumes de minerais de fer. Son exploitation a toutefois été suspendue en 2022, le Président estimant que les retombées n'étaient pas suffisantes pour le pays. Après un accord de co-développement entre l'Etat guinéen et les exploitants étrangers (Chine, Singapour, Australie), la reprise de l'exploitation était prévue en mars 2023, mais a dû être retardée dans l'attente du déblocage de financements chinois. La production commerciale pourrait fortement augmenter les revenus du pays à l'horizon 2025-2027. Les incertitudes entourant la date effective de réalisation de ce projet, reportée à plusieurs reprises empêchent, à ce stade, sa prise en compte dans les perspectives de croissance<sup>1</sup>. Enfin, le pays disposerait de réserves de **lithium et d'autres minerais** entrant dans la composition des batteries.

**Le secteur primaire** (production agricole, pêche et élevage), pèse pour plus du quart du PIB. La production est concentrée sur **l'arachide, le café, le coton** et le cacao. La production agricole **figure parmi les priorités du gouvernement** et bénéficie d'un soutien financier de la Banque Mondiale, en vue de diversifier l'économie et réduire sa dépendance à l'exploitation minière.

Dans le tertiaire, les services de **communication et transport** mais surtout le **commerce**, sont dominants, grâce notamment à l'activité du port de Conakry. Le pays développe également les activités du secteur du digital avec l'ouverture fin 2022 d'« Orange Digital Center », un écosystème entièrement dédié au numérique.

Le gouvernement de transition a défini un **plan de développement à moyen terme** (Programme de Référence Intermédiaire 2022-25) comprenant un volet économique (Plan de Relance Economique-PRE). Le PRE comporte une vingtaine de projets pour un montant total de l'ordre de 243 Mns €, dont la moitié pourrait venir du secteur privé.

- **L'activité minière soutient la croissance**

**La croissance guinéenne avait fortement souffert de la crise Ebola** en 2014/2015 mais a bien résisté à celle de la **COVID-19** en 2020 (+4,7%) grâce au dynamisme de son activité minière. Malgré les tensions inflationnistes, **la croissance est restée résiliente face aux conséquences de la crise en Ukraine** en 2022 (+4,3%) grâce à la production de bauxite et d'or. **En 2023-24, l'activité restera soutenue par la production minière et la construction**, grâce à la réalisation de projets d'infrastructures, en particulier dans le secteur des transports (routes, aéroport).

**L'inflation est restée autour de 8%-9%** une grande partie de l'année 2023 sans accélérer fortement. Ce niveau de hausse des prix demeure modéré au regard de la moyenne de long terme pour le pays (11,4% entre 2011 et 2019). La stabilité du taux de change face au dollar depuis début 2023 et les subventions sur les prix de l'énergie ont contribué à cette modération de l'inflation. **La Banque centrale de Guinée est l'une des rares de la région à ne pas avoir relevé son taux en 2022-23** en le maintenant inchangé (11,5%) depuis mai 2020.

Le FMI et la Banque Mondiale s'accordent pour une prévision de **croissance proche de 6% en 2023 et de l'ordre de 5,5% en 2024**, supérieure à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (3,5%- 4%) mais en léger repli par rapport à la croissance de long terme (6,2% en moyenne entre 2011 et 2019).

**Les prévisions à court comme à moyen terme restent soumises à d'importants aléas** notamment sur l'évolution de la situation internationale (conflit en Ukraine, situation en Chine, conditions de financement, évolution de la demande et des prix des matières premières ...), mais aussi nationale. La dégradation de la situation politique et/ ou sociale pèserait sur les investissements et pourrait provoquer des sanctions qui auraient un impact sur l'économie. A l'inverse, le lancement effectif de l'exploitation de la mine de fer de Simandou, suspendue depuis 2022 et attendue en 2023, aurait un effet positif sur les perspectives de croissance du pays.

En juillet 2023, la Guinée est passée de la catégorie des pays à « faible revenu » à celle des **pays à « revenu intermédiaire de tranche inférieure »** selon le classement Banque Mondiale. Le revenu/ hab. de la Guinée a atteint 1 180 USD, soit un niveau supérieur à celui de pays comme le Rwanda ou l'Ouganda.

- **Secteur bancaire peu développé**

**Le secteur bancaire guinéen comptait fin 2020 dix-huit établissements bancaires.** Les huit plus grands établissements (ECOBANK, SG Guinée et BICIGUI, ORABANK, VISTA BANK, BPMG, AFRILAND et UBA) concentraient à cette date 80% des parts de marché, les

<sup>1</sup> Le FMI inclut dans ses prévisions à MT certains flux d'IDE relatifs au projet et la construction d'un port et de voies ferrées

réalisées dans le cadre du projet, mais pas les flux provenant de l'exploitation commerciale de la mine



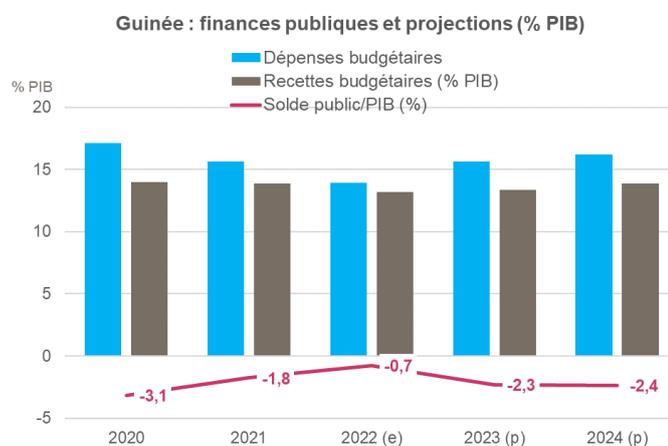
trois premiers représentant à eux seul près de 50% des actifs du secteur et des dépôts et 52% des crédits.

Le ratio de capitalisation, en repli, reste satisfaisant, à 16,5% en 2022 (18,5% en 2019). Le taux de prêts non performants a progressé en 2022 à 11%. Selon un rapport de la Banque centrale publiée en octobre 2023<sup>2</sup>, la qualité des portefeuilles bancaires s'améliorerait avec une baisse de 7% en g.a. des créances douteuses à fin juin 2023.

Le crédit au secteur privé est faible (moins de 10% du PIB), au regard d'autres pays de la zone (près de 30% du PIB au Sénégal et plus de 20% en Côte d'Ivoire)<sup>3</sup>. Plus de 70% des crédits sont destinés aux entreprises. En 2022, selon les estimations du FMI, 40% des crédits seraient destinés au secteur public. Les prêts au secteur privé restent concentrés sur un petit nombre de secteurs, en particulier les transports (de l'ordre de 25% des crédits) et le commerce (18% environ), deux secteurs sur lesquels les taux de créances douteuses sont également les plus élevés (respectivement supérieurs à 10% et 20%).

## 2. FINANCES PUBLIQUES

### • Dégradation modérée des finances publiques



Sources : FMI, REO Oct. 2023

Le plan de riposte à la crise sanitaire (2,6% du PIB environ) et la baisse des revenus fiscaux ont conduit à une **nette dégradation du solde en 2020**. La suspension de certaines mesures prises pendant la crise, le dynamisme de l'activité et un report d'exécution de projets d'investissements, ont contribué à la hausse de revenus et à **la réduction du déficit en-dessous de 2% du PIB en 2021-22**.

<sup>2</sup> Rapport pol monétaire T2 2023

<sup>3</sup> Données Banque Mondiale, 2020

<sup>4</sup> Min du Budget. Document de programmation budg. pluriannuelle 2024-26.

Alors que les subventions devraient rester élevées, le gouvernement devrait relancer les projets d'infrastructure suspendus ou retardés par les événements politiques et les conséquences de la crise en Ukraine.

**Le déficit budgétaire devrait se creuser en 2023** avec la hausse des dépenses d'investissement et les subventions (énergie). Il devrait cependant rester modéré, **de l'ordre de - 2,5% du PIB en 2023 et 2024 (- 0,7% en 2022)**.

**Le document de programmation budgétaire 2024-26** publié en août 2023, table sur une progression des recettes (+11% en 2024 et + 10% en 2025). Les efforts de mobilisation, notamment provenant du secteur minier (introduction d'un prix de référence pour l'exportation, nouveau code fiscal de 2022) doivent favoriser la progression des revenus de l'Etat.

Selon ce document, **les dépenses augmenteraient plus lentement que les recettes** sur cette période (+9% en 2024 et en 2025). Elles seraient consacrées à hauteur d'environ 44% aux investissements (+11% entre 2023 et 2024). Les subventions sur les prix de l'électricité doivent être réduites de 20% sur la période. Leur montant est estimé à 380 Mns \$ en 2023 (1,5% du PIB environ), 9% du total des dépenses)<sup>4</sup>,

**Le déficit budgétaire se stabiliserait autour de -2,5%-3% du PIB à l'horizon 2026 selon le Ministère du Budget** un niveau qui reste modéré, inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (-4,2% en 2023 et - 3,7% en 2024 selon le FMI).

### • Risque modéré de surendettement public

**Le ratio de dette publique a baissé depuis 2021** grâce à l'amélioration de la situation budgétaire et à l'appréciation du franc guinéen

L'encours de dette publique était estimé à 33 % du PIB à fin 2022 contre plus de 40% en 2021. La tendance pourrait se poursuivre en 2023-24, avec **la poursuite de l'apurement des arriérés intérieurs**. Les besoins de financement pour les projets d'infrastructure et miniers devraient limiter la baisse par la suite.

Le niveau d'endettement de la Guinée devrait ainsi rester **l'un des plus faibles de la CEDEAO<sup>5</sup>**, et nettement inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (57% en 2022)<sup>6</sup>.

**La part de l'endettement domestique s'est progressivement réduite et** atteint 45% en 2022 (50% en 2018). La dette locale est composée majoritairement

<sup>5</sup> Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe, outre les 8 pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Libéria, le Nigéria, la Sierra Leone.

<sup>6</sup> FMI, REO Oct. 2022



de titres à court terme (moins d'un an) et d'avances/ dette auprès de la Banque centrale.

La dette externe (libellée en devises) représente désormais 55% du total (50% en 2018). Son poids devrait continuer à progresser pour financer les projets d'infrastructure (notamment la centrale hydroélectrique de Souapiti).

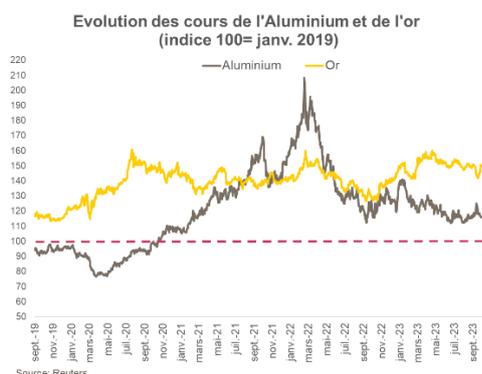
**Le service de la dette** (principal et intérêts) représentait en 2022 de l'ordre de 64% **des revenus de l'Etat** (dons compris). Ce poids est lié essentiellement au **service de la dette domestique, qui représentait en 2022 90% du total**. L'état doit faire face à d'importantes échéances de remboursement au titre de la dette intérieure en 2023. **Le risque de surendettement public reste modéré**, mais la dette domestique présente des risques de refinancement.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Forte dépendance aux produits miniers**

**Environ 90% des recettes d'exportation proviennent de la vente de produits miniers (or, bauxite, diamants)**. La Chine importe de Guinée environ la moitié de ses besoins en bauxite.

Après la chute des prix observée en 2019 (-15%), les cours de l'aluminium ont nettement augmenté jusqu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 avant de retrouver des niveaux comparables à ceux de mi-2021. Ils devraient peu progresser à court terme dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et notamment chinoise en 2024. Les cours de l'or ont progressé moins fortement mais restent supérieurs à ceux de 2019 et devraient rester soutenus par les incertitudes qui favorisent les valeurs refuges.



**Les volumes de production des produits miniers devraient continuer à progresser** avec la hausse des capacités. La décision de l'Indonésie de suspendre ses exportations de bauxite pourrait en outre conduire la Chine à se tourner davantage vers la Guinée. Les exportations dépendront toutefois de la croissance de

l'économie en Chine, destination de l'ordre de 80% de la bauxite guinéenne vendue à l'étranger.

Les prix des produits alimentaires étaient en repli en 2023, mais ceux de l'énergie restent élevés, limitant la baisse du coût des importations. Le pays a en outre un important besoin de biens et services étrangers pour la réalisation de ses projets miniers et d'infrastructure.

**Le FMI prévoit une légère détérioration du déficit courant autour de -9% du PIB**. Au-delà de 2024, le contexte international devrait être plus favorable. Le développement effectif des capacités de transformation locale de la bauxite en aluminium, conformément au souhait exprimé par le gouvernement de transition, valoriserait les exportations, mais n'interviendra pas à court terme.

Depuis janvier 2022 la Guinée est exclue de l'accès privilégié au marché des Etats-Unis au titre de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en raison du coup d'Etat. Les conséquences sont toutefois limitées pour la Guinée alors que les Etats-Unis pèsent pour moins de 1% de ses exportations.

**Les investissements directs, concentrés dans le secteur minier**, restent insuffisants pour couvrir les importants besoins de financement extérieur du pays, impliquant le recours à l'endettement extérieur.

- **Dette externe modérée**

La dette extérieure guinéenne est **exclusivement publique**. Le pays a bénéficié d'une **annulation partielle de sa dette dans le cadre de l'initiative PPTE** qui lui a permis de ramener le ratio de **dette externe de plus de 110% du PIB en 2005 à moins de 20% du PIB en 2013**. La dette a depuis progressé, pour financer des projets d'infrastructure mais reste modérée, de l'ordre de 25% du PIB.

A fin 2022, la dette extérieure guinéenne était constituée **quasi-exclusivement de dette concessionnelle**, bilatérale (50% du total), et multilatérale (49%)<sup>5</sup>. **La dette vis-à-vis de la Chine représente plus du tiers de la dette extérieure de l'Etat guinéen** (en prenant en compte la dette commerciale due majoritairement à la banque chinoise ICBC). La dette extérieure est libellée majoritairement en USD (43%) et en euros (21%).

Elle est à 86% à taux fixe, dont 60% à un taux inférieur à 2%<sup>7</sup>. La durée moyenne de la dette extérieure est de 10 ans.

Le ratio de service de la dette / exportations est estimé à 3% pour 2023 par le FMI<sup>8</sup>, nettement inférieur au seuil défini (10%).

**Le risque de surendettement extérieur de la Guinée demeure modéré**. Le pays reste cependant vulnérable

<sup>7</sup> Source: MEF Bulletin dette publique dec 2022

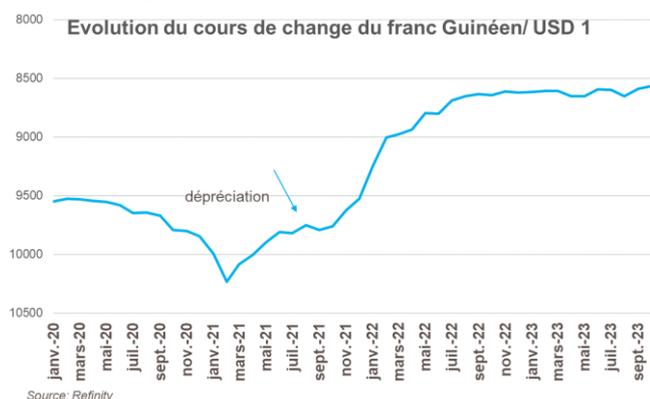
<sup>8</sup> Rapport pays FMI Janv 2023



à la baisse de ses recettes d'exportation et à la dépréciation du cours du franc guinéen. Par ailleurs, le recours progressif à des sources de financement moins concessionnelles est susceptible d'accroître les risques.

- **Appréciation du cours du franc guinéen**

Depuis 2018, la banque centrale (BCRG) a fait évoluer la politique de change afin d'améliorer la flexibilité du taux de change du franc guinéen.



Fin 2020, les règles des opérations d'achat/ vente sur le marché des changes ont été revues pour limiter et surtout rendre plus transparente l'intervention de la BCRG. Le franc guinéen s'est déprécié face au dollar jusqu'au début 2021 avant de se réapprécier en 2021 et 2022, grâce notamment à l'augmentation des recettes d'exportation. **Le cours de la monnaie guinéenne reste vulnérable à une chute des cours ou des volumes d'exportation de ses matières premières.**

Pour améliorer les réserves de change, les autorités ont pris des **mesures pour inciter les entreprises minières à rapatrier 50% de leurs recettes d'exportation.** Selon l'estimation de la Banque centrale, les réserves (or compris) atteindraient 5 mois d'importations début septembre 2023, supérieur à la prévision du FMI (moins de 3 mois) qui exclue l'or.

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **La situation politique et sociale semble s'être stabilisée mais reste fragile.**

**Le président Alpha Condé avait été réélu pour un troisième mandat en octobre 2020** à l'issue d'une élection contestée et marquée par de fortes tensions. En septembre 2021, le Président a été renversé par des militaires, dirigés par M Doumbouya, chef des Forces spéciales. Le Conseil National pour la Réconciliation et le Développement a mis en place un gouvernement de transition, dirigé par un civil (M. Beavogui) alors que M. Doumbouya, devenu Président de la transition, a

annoncé en avril 2022 sa volonté de demeurer 39 mois au pouvoir. Cette durée a été jugée excessive par une partie de la classe politique mais également la CEDEAO. Face aux risques de sanctions, la junte s'est engagée en octobre 2022, à rendre le pouvoir aux civils dans un délai de 2 ans comptés de janvier 2023.

La population, qui avait accueilli favorablement le changement de pouvoir, ne voit pas toujours d'amélioration de la situation au quotidien, alors que l'insécurité alimentaire est élevée dans le pays. Les tensions sociales ont tendance à s'accroître, face à la dérive autoritaire du régime qui a interdit toute manifestation politique et dissout le principal mouvement d'opposition. Le manque de liberté de la presse est dénoncé. Plusieurs mouvements de protestation (notamment début septembre 2023) ont été violemment réprimés.

En 2023, la Guinée fait partie des 10 pays avec le plus faible Indice de développement humain (IDH) des Nations Unies. Selon le FMI<sup>9</sup>, 45 % de la population guinéenne vivait sous le seuil de pauvreté sur la base des données 2018, mais la situation s'est dégradée avec la crise sanitaire.

- **Un niveau de gouvernance peu favorable aux investisseurs**

**La Guinée est globalement moins bien classée selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale que ses voisins**, parmi lesquels figurent des pays dont les performances dans ce domaine sont pourtant faibles, comme le Mali ou la Sierra Leone. Le pays est au 147<sup>ème</sup> rang (sur 180) de l'indice de perception de la Corruption 2022 de **Transparency International** (150<sup>ème</sup> en 2021). Les autorités ont institué une *Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières* (CRIEF), destinée à lutter contre la corruption mais les progrès restent lents. **Le contexte politique et juridique reste difficile pour les entrepreneurs.**

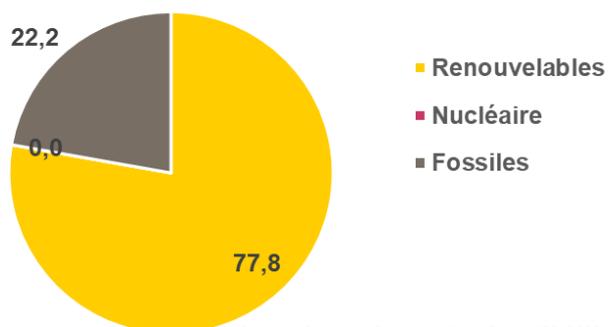
## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Guinée est **très vulnérable aux changements climatiques** (159<sup>ème</sup> sur 181 selon l'indicateur ND Gain), notamment à la sécheresse et à l'élévation du niveau de la mer. **Ses émissions de GES restent relativement faibles** (52<sup>ème</sup> sur 158 pays). Elles ont augmenté de 3,7%/an en moyenne entre 2014 et 2018 mais **leur progression tend à ralentir** (+4,4%/an au cours des quatre années précédentes).

<sup>9</sup> Review 12/2020



Guinée : production d'électricité par sources, en % (2020=3,2 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022);  
Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Les GES proviennent pour l'essentiel (plus de 60%) de la production d'énergie utilisant la biomasse. La Guinée prévoit une réduction de l'utilisation du charbon de bois au profit de de l'hydroélectricité et du solaire. La production d'hydroélectricité est assurée notamment par la centrale de Souapiti. Le pays dispose d'un important potentiel hydroélectrique, qui n'est que partiellement exploité. **Le sujet de l'environnement dans le cadre de l'exploitation minière constitue un défi de taille** pour le pays. Le secteur minier est le 1<sup>er</sup> consommateur d'énergie et responsable de pollution des eaux. Le Premier Ministre du gouvernement de transition s'est exprimé début avril 2022 en faveur d'une mise en œuvre plus stricte des clauses environnementales des contrats miniers.



## DIRECTION DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**      Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays      baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**      *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie*      as.fevre@bpifrance.fr  
**Adriana Meyer**      *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est*      adriana.meyer@bpifrance.fr  
**Victor Lequillier**      *MENA, Turquie, Chine, ASEAN*      victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**      Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*      sabrina.elkasmi@bpifrance.fr  
**Laetitia Morin**      *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME*      laetitia.morin@bpifrance.fr  
**Thomas Laboureau**      *Macroéconomie France, conjoncture ETI*      thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.